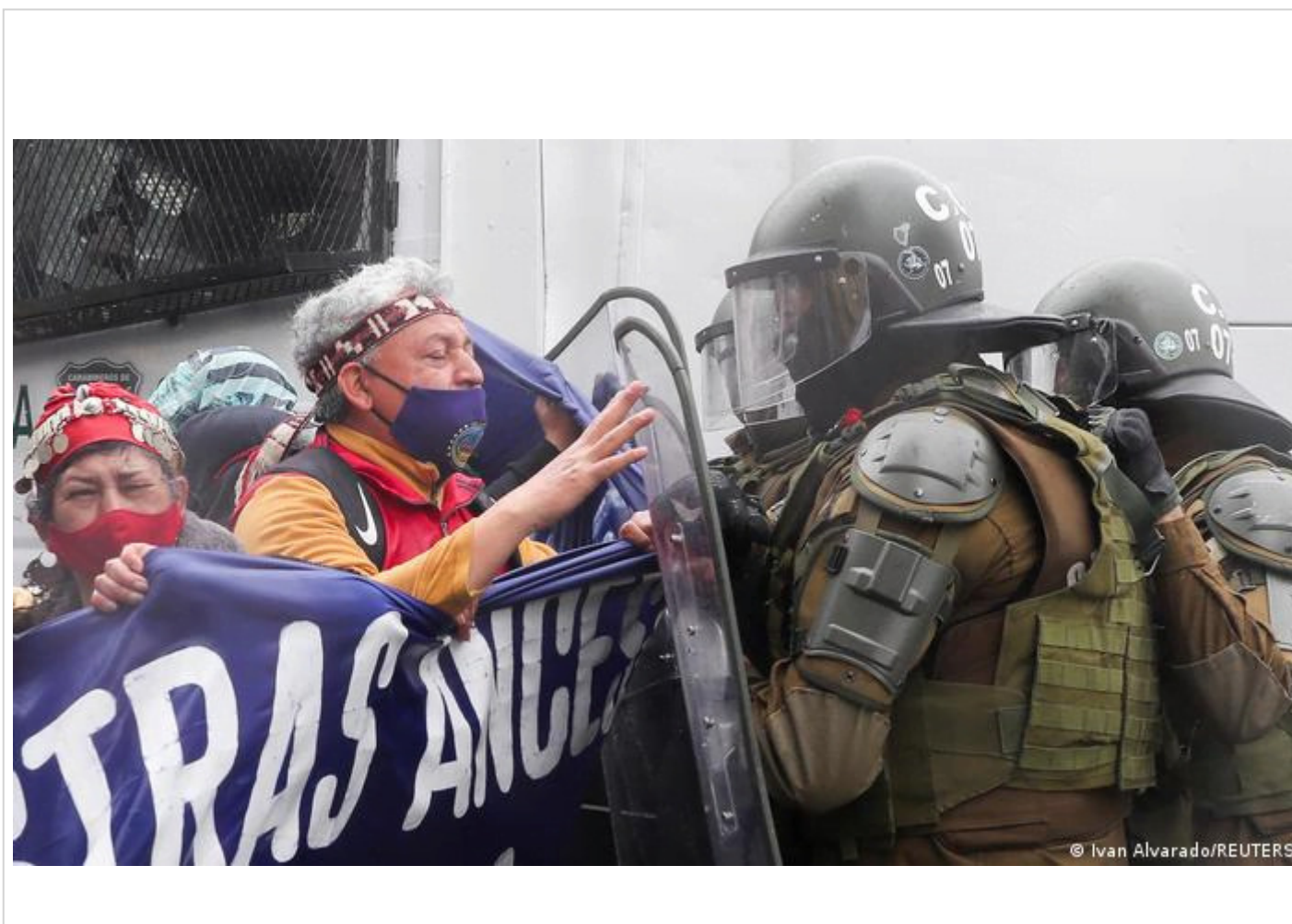


Le gouvernement chilien étend la militarisation aux provinces du sud



Santiago du Chili, 26 octobre (RHC) Le président chilien, Sebastián Piñera, a décidé aujourd'hui d'étendre l'état d'urgence et la militarisation dans la zone sud où vit le peuple mapuche, une mesure rejetée par des politiciens de l'opposition et des dirigeants indigènes.

Selon Piñera, la prorogation du décret pour 15 jours supplémentaires dans quatre provinces de l'Araucanie et du Biobío permettra de disposer de tous les moyens pour lutter plus efficacement contre le crime organisé, le trafic de stupéfiants et le terrorisme.

Récemment interrogée sur la présence des militaires dans la macro zone sud, l'universitaire mapuche et présidente de la Convention constitutionnelle, Elisa Loncon, a affirmé que son peuple a vécu en état d'urgence pendant des siècles.

'Cela fait des siècles que ce territoire réclame justice et droits. Nous méritons de vivre en paix', dit-il.

Pour le candidat de gauche à la présidence Gabriel Boric 'la militarisation de l'Araucanie est un mauvais chemin'.

Boric considère comme un échec de la politique de l'État la décision de décréter l'état d'urgence dans la zone méridionale, où les indigènes demandent la récupération de leurs terres ancestrales.

Le candidat à la présidence a appelé à séparer les revendications légitimes du peuple mapuche des actions criminelles.

La mesure controversée restera en vigueur jusqu'au 11 novembre dans cette région, où plus de 2000 soldats des forces armées ont été déployés.

En justifiant sa décision, le président a déclaré qu'au cours des 14 derniers jours, plus de 30 personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt ont été arrêtées et que les attentats incendiaires ont été réduits de moitié et cas d'usurpation de biens, d'un cinquième.

Pour Eduardo Vergara, de la Fondation Chili 21, l'évidence internationale montre que lorsque les militaires entrent pour remplacer les tâches qui reviennent à la police, des espaces de plus grande violence se créent et les spirales de conflit s'intensifient.

D'autres analystes estiment que la mesure est destinée à des fins électoralistes, alors que les élections du 21 novembre approchent et que le président fait face à une accusation constitutionnelle et à un procès au parquet pour le scandale des Pandora Papers.

Source Prensa Latina

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/275120-le-gouvernement-chilien-etend-la-militarisation-aux-provinces-du-sud>



Radio Habana Cuba